

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE 2 n° 2008 - 031 du 17 mars 2008 actualisant la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la Société
PSA PEUGEOT CITROËN, 18, rue des Fauvelles à LA GARENNE-COLOMBES
(Centre Technique de La Garenne-Colombes)**



**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment l'article R. 512-31 du Livre V de la partie réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1988 réglementant le fonctionnement des installations classées exploitées à LA GARENNE-COLOMBES, 18, rue des Fauvelles par le Groupe d'Intérêt Economique (G.I.E.) « PSA ETUDES ET RECHERCHES », dont le siège social est à PARIS (75016), 75, avenue de la Grande Armée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006 - 023 du 17 février 2006 autorisant et réglementant les installations de réfrigération exploitées par la Société PSA PEUGEOT CITROËN, 18, rue des Fauvelles à LA GARENNE-COLOMBES, situées en terrasse du bâtiment G 01, classables sous la rubrique 2920/2/a (activité soumise à Autorisation) ;

Vu la lettre de la Société PSA PEUGEOT CITROËN du 20 mars 2006 transmettant la liste à jour des installations classées de son Centre Technique de La Garenne-Colombes, 18, rue des Fauvelles, en vue d'établir une actualisation de son autorisation d'exploiter ;

Vu les dossiers techniques de mise à jour des installations transmis par l'exploitant, notamment par courriers des 7 novembre 2006, 14 février 2007, 7 août 2007,

Vu les rapports de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date des 17 mars 2006, 10 novembre 2006, 16 janvier 2007 et le rapport du 27 novembre 2007 portant révision du classement des installations, classables sous les rubriques suivantes :

2931 : Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de), lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN. **Autorisation.** Nota : Cette activité ne donne pas lieu à classement sous la rubrique 2910,

2920/2/a : Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, sans compression ou utilisation de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW. **Autorisation,**

1432/2/b : Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³. **Déclaration.** Soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement,

1434/1/b : Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h. **Déclaration.** Soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement,

2560/2 : Métaux et alliages (Travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW. **Déclaration,**

2910/A/2 : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW. **Déclaration.** Soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement,

2920/2/b : Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, sans compression ou utilisation de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW. **Déclaration** (installations de réfrigération et installation d'air comprimé),

2921/1/b : Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de), lorsque l'installation n'est pas du type «circuit primaire fermé», La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW. **Déclaration ;**

Vu le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 14 décembre 2007 proposant de prescrire, par voie d'arrêté pris en application de l'article R. 512-31 du Livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, de nouvelles conditions d'exploitation pour les activités susvisées, exceptée pour l'installation de réfrigération soumise à autorisation, classée sous la rubrique 2920/2/a, réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 précité ;

Vu la lettre en date du 3 janvier 2008, informant le responsable de la Société PSA PEUGEOT CITROËN des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 22 janvier 2008 ;

Vu la lettre du 30 janvier 2008 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral, tel qu'il a été validé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 22 janvier 2008 ;

Vu la déclaration de l'exploitant, reçue en préfecture le 31 janvier 2008, relative à la cessation d'activité de la tour aéroréfrigérante dite « tour Baltimore » classée sous la rubrique 2921/1/b susvisée (activité soumise à Déclaration), par laquelle il précise que le site ne comporte plus d'installation en activité sous cette rubrique ;

Vu le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 7 février 2008, proposant en conséquence de modifier le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant le 30 janvier 2008 ;

Vu la lettre du 13 février 2008 communiquant à l'exploitant un nouveau projet d'arrêté préfectoral actualisant le classement des installations en y ôtant la rubrique 2921 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de quinze jours à compter de la réception du nouveau projet d'arrêté ;

Considérant que les conditions d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de l'environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts de Seine,

ARRETE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

1. La Société PSA PEUGEOT CITROËN, dont le siège social est situé 75, avenue de la Grande Armée – 75116 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, qui abrogent et remplacent les conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1988, à exploiter les installations visées ci-dessous dans son établissement sis 18, rue des Fauvelles à la Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) :

rubrique	désignation des activités	éléments caractéristiques	régime
2931	bancs d'essais moteurs	* Cabines essence: 2 cabines en fonction + 1 cabine anechoïque (banc GMPI) * 8 cabines mixtes + 1 banc dynamique + 1 cabine anechoïque puissance > 150 kW	A
2920-2a	groupes frigorifiques et traitement d'air	* bâtiment G 01 : terrasse (1446 kW)⁽¹⁾	A
1432-2b	dépôt de liquides inflammables	* bâtiment G 65 : stockage en fûts (20 m ³) * station-service : dépôt enterré (26 m ³ de capacité équivalente)	D
1434-1b	distribution de liquides inflammables	* station-service (18 m ³ /h de débit équivalent)	D
2560-2	atelier de travail mécanique des métaux	* bâtiment G 11 : atelier mécanique	D
2910-A2	chaufferie	* bâtiment G 17 : chaufferie gaz (16,5 MW) * bâtiment CV 10 : chaufferie gaz (2,4 MW)	D
2920-2b	groupes frigorifiques et traitement d'air	* bâtiment G 01 : rez-de-chaussée (489 kW) + terrasse (400 kW) * bâtiment G 11 : terrasse (487,9 kW) * bâtiment G 28 : rez-de-chaussée (63 + 135 kW) + mezzanine (2 x 134 kW) + terrasse (187,5 + 200,20 kW) * bâtiment G 60 : sous-sol (240 kW) + terrasse (220 kW) * bâtiment CV 10 : terrasse (265 kW)	D
2920-2b	air comprimé	* bâtiment G 28 sous-sol (200 kW)	D

⁽¹⁾ installations réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 février 2006

2. L'établissement sera situé et installé conformément aux plans en date du 26 janvier 2007 et du 8 juin 2006 (pour les réseaux d'évacuation des eaux).

3. Toute modification des installations ou de l'exploitation des activités réglementées par le présent arrêté, de nature à entraîner un changement notable des conditions d'exploitation, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Hauts-de-Seine.

4. Les installations devront être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

5. Les installations seront construites, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

6. L'inspection des installations classées peut demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

TITRE II - ATELIERS D'ESSAIS DE MOTEURS A EXPLOSION ET A COMBUSTION INTERNE

7. Les installations seront implantées dans le bâtiment G 01 et comprendront :

- 8 cabines d'essais de moteurs à combustion interne (diesel)
- 13 cabines d'essais de moteur à explosion (essence)

Cabines d'essais de moteurs

8. Les cabines présenteront les caractéristiques minimales de comportement et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu 2 heures,
- fenêtres d'observation munies de vitrage pare-flamme une ½ heure,
- portes d'accès, au nombre de deux au moins, coupe-feu 2 heures et équipées de dispositifs de fermeture automatique ainsi que de barres anti-panique. Les cabines des bancs anechoïques pourront être équipées d'une seule porte d'accès.

L'accès aux cabines sera interdit pendant les essais, sauf réglage particulier, et sous réserve du respect des consignes de sécurité établies sous la responsabilité de l'exploitant.

9. Les essais ne pourront être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale, faisant office de silencieux et assurant l'émission des gaz sans qu'il en résulte d'inconvénients pour le voisinage.

10. Les cabines d'essais ne pourront abriter que la quantité de liquides inflammables nécessaires pour une journée d'essais.

11. Les siphons de sol des cabines d'essais seront reliés à un séparateur d'hydrocarbures permettant de recueillir les liquides accidentellement répandus ; ce dispositif sera de capacité suffisante et vidangé aussi souvent que nécessaire.

12. Les circuits d'alimentation en carburant des moteurs seront équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

13. Les systèmes de détection incendie (flamme, fumée) seront installés conformément aux normes en vigueur et devront faire l'objet d'une vérification périodique (au moins deux fois par an) et d'un entretien par un organisme agréé (tableau de signalisation, détecteurs, câblage, batterie, etc.). Ces vérifications et entretiens incluront obligatoirement la réalisation d'essais fonctionnels.

14. Toute détection relative à un risque d'incendie doit déclencher l'alarme générale (sonore ou visuelle) reportée au poste de gardiennage et l'arrêt des essais.

Le gardien disposera d'un appareil téléphonique relié au réseau urbain près duquel les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs pompiers seront affichées de façon très lisible.

15. Un registre comprenant des consignes devra permettre une action rapide du personnel compétent en matière de sécurité.

16. Une commande manuelle située sur le pupitre de contrôle déclenchera l'arrêt des essais.

17. Les cabines seront largement ventilées. L'arrêt des ventilateurs sera asservi à la détection incendie (fumée ou flamme).

18. Des extincteurs, en nombre suffisant, seront disposés près des accès des cabines ; ils seront judicieusement répartis et adaptés aux risques à combattre.

19. Un dispositif d'extinction automatique sera installé dans chaque cabine et sa mise en route asservie à la détection incendie.

Local de stockage des hydrocarbures

20. Les parois intérieures et le plancher haut du local abritant les cuves de liquides inflammables devront être coupe-feu 2 heures ; la porte d'accès sera pare-flamme ½ heure et s'ouvrira vers l'extérieur. Il sera équipé d'une capacité de rétention conformément aux dispositions prévues à la condition 43 du présent arrêté.

21. Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le local du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du local.

22. Le renouvellement d'air du local hydrocarbures devra être suffisant pour éviter la création d'une atmosphère explosible.

23. Un dispositif de détection de fuites sera installé dans la rétention.

Toute détection devra provoquer une alarme au niveau du poste de gardiennage et entraîner l'arrêt de l'essai en cours et la coupure du circuit d'alimentation en carburant.

24. Le local sera doté de moyens de lutte contre l'incendie suffisants et judicieusement répartis.

Canalisations d'alimentation en carburant

25. Les canalisations d'alimentation en carburant seront installées à l'abri des chocs et devront résister aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Elles seront signalées conformément aux normes en vigueur.

Leur étanchéité et leur résistance mécanique devront être contrôlées après montage. Ces essais devront être renouvelés de façon à garantir le maintien de ces caractéristiques au cours de l'exploitation, notamment et impérativement après tout travaux pouvant intéresser la résistance ou l'étanchéité des tuyauteries.

26. Un dispositif d'arrêt d'écoulement sera installé sur l'alimentation en carburant de chaque cabine. Ces dispositifs de coupure seront situés en-dehors des locaux de stockage et des cabines. Ils seront asservis aux détections d'incendie et d'hydrocarbures prévues au niveau des cabines et du stockage d'hydrocarbures.

De plus, ils seront commandables par un dispositif d'arrêt indépendant de tout asservissement. Les organes de coupure des différents fluides seront identifiés de façon lisible et indestructible. Le personnel sera entraîné à leur manœuvre.

Prévention des risques d'incendie

27. Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront installés de façon visible et de manière à laisser leur accès constamment dégagé. Leur fonctionnement sera vérifié périodiquement et ils seront efficacement protégés contre le gel. Le personnel sera régulièrement entraîné à leur manœuvre.

28. Des consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alerte, alarme, évacuation du personnel, attaque du feu, ouverture des portes, personnes chargées de guider les secours, etc.) seront établies ; ces consignes, ainsi que des plans d'évacuation, seront affichés dans les différents locaux et à proximité des appareils téléphoniques d'alarme.

29a. Les renseignements relatifs aux modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers seront affichés en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain (Centre de secours territorialement compétent : 12, rue Henri Régnauld 92400 COURBEVOIE – Téléphone : le 18 ou à défaut le 01 43 33 01 20 - attention, ce numéro peut changer, il convient de le vérifier fréquemment).

29b. Le site sera également relié aux Sapeurs-Pompiers par ligne TASAL (téléphone d'alerte à surveillance automatique de ligne).

29c. Les plans des locaux et des installations seront affichés près des accès de l'établissement (ordonnance du Préfet de Police en date du 16 février 1970).

30. Les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue seront affichées de manière visible dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie. L'exploitant veillera au respect de ces interdictions.

31. Les travaux par points chauds (soudage, découpage, travail à la flamme...) ne pourront être exécutés qu'après autorisation du responsable de l'établissement ou de la personne qu'il aura désignée à cet effet et conformément aux prescriptions figurant dans le "permis de feu".

Une surveillance spéciale sera alors assurée pendant toute la durée des travaux et deux heures au moins après la fin des travaux.

TITRE III - DECHETS

32. Toutes les dispositions seront prises dans la conception et l'exploitation des installations pour assurer une bonne gestion des déchets résultant des activités.

33. Les déchets produits devront être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (prévention d'un lessivage par eau de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

34. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement, conformément aux dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ; les déchets résultant de l'abandon des emballages seront éliminés dans des conditions conformes à la réglementation applicable ; l'exploitant devra toujours être en mesure de fournir à l'inspection des installations classées les indications sur la nature et la quantité de déchets et résidus confiés à des entreprises spécialisées.

35. L'exploitant devra veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours au service de tiers. Il s'assurera du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur devra être accompagné du bordereau de suivi prévu par la réglementation. Les opérations de transport de déchets devront respecter les dispositions du décret relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets, et, le cas échéant, la réglementation sur le transport des matières dangereuses.

TITRE IV - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

36. Tous les appareils, capacités et circuits utilisés pour une fabrication ou un traitement de quelque nature que ce soit, raccordés à un réseau d'eau potable, devront être dotés d'un dispositif de disconnection destiné à protéger ce réseau d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau. Les disconnecteurs seront choisis dans la liste des appareils annexés à la circulaire du 12 décembre 1984 (Journal Officiel du 20 janvier 1985).

37. Tout rejet dans le milieu naturel, en particulier en nappe d'eau souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration, etc.), total ou partiel, est interdit.

38. Les eaux résiduaires devront être traitées avant rejet dans le réseau public d'assainissement, de façon à ce que les effluents ne présentent aucune toxicité et ne puissent ni dégrader les installations du réseau public d'assainissement, ni nuire à la sécurité des personnels y travaillant, ni perturber le fonctionnement des stations d'épuration. Les dispositifs de traitement utilisés (séparateurs, débourbeurs, fosse de décantation, etc.) devront être capables de retenir les liquides inflammables, dangereux ou toxiques accidentellement

répandus ; il seront correctement entretenus. Les produits retenus par ces installations de traitement seront éliminés dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

39. L'épuration des eaux résiduaires de l'établissement sera conçue et réalisée de manière à répondre aux caractéristiques et concentrations suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 - norme NFT 90008
- température moyenne inférieure ou égale à 30°C
- valeur de la DCO inférieure à 2000 mg/l - norme NFT 90101
- valeur de la DBO5 inférieure à 800 mg/l - norme NFT 90103
- rapport DCO / DBO5 inférieur ou égal à 2,5
- valeur des MES inférieure à 600 mg/l - norme NFT 90105
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l, norme NFT 90 114
- teneur en azote total inférieure à 200 mg/l exprimée en ions ammoniums - norme NFT 90015
- teneur en métaux totaux inférieure à 15 mg/l.

Ces valeurs limites de rejet (hormis pour le pH et la température), fixées sur la base de l'emploi des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable et des caractéristiques particulières de l'environnement, s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures et s'appliquent à des effluents bruts non décantés. 10% des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas des mesures en permanence, ces 10% sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

40. Sur chaque canalisation des eaux résiduaires reliée au réseau public d'assainissement, il sera aménagé aussi près que possible du point de raccordement, mais en deçà des limites de l'établissement, une cavité permettant d'effectuer tous prélèvements nécessaires aux fins d'analyses.

41. Un schéma du réseau d'évacuation des eaux résiduaires et pluviales du site devra être établi par l'exploitant et régulièrement remis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.

42a. Les eaux pluviales de surface susceptibles d'être polluées seront collectées et transiteront par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau public d'assainissement ; ces équipements seront entretenus en bon état de fonctionnement et débarrassés des boues et liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire ; les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés à l'égout mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées, en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

42b. Un réseau séparatif (isolant les eaux pluviales des eaux résiduaires) devra être créé dans les zones à risque particulier de pollution, ainsi qu' à chaque création ou rénovation des réseaux existants.

43a. Tout stockage de liquides ou de volumes creux pouvant contenir des liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir

- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Lorsque ce stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention sera égal :

- à 20% de la capacité totale des récipients dans le cas où cette capacité dépasse 800 litres (sans que ce volume ne soit inférieur à 800 litres),
- à la capacité totale des récipients dans le cas où cette capacité est inférieure à 800 litres.

43b. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

43c. Les capacités de rétention doivent être conçues et réalisées de telle manière que, même en situation accidentelle, les produits incompatibles ne puissent se mélanger.

43d. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés au réseau d'assainissement, et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

TITRE V - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

44. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

45. Tout brûlage à l'air libre est interdit, même occasionnellement par temps froid ; aucun brûlage ne devra être pratiqué pour récupérer des métaux ou éliminer certains déchets ; l'exploitant devra veiller au strict respect de cette consigne permanente.

TITRE VI - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

46. Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation),

- zones à émergence réglementée :

- ✓ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- ✓ les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté,
- ✓ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

47. Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon telle que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

48. Les émissions sonores des installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'établissement ne devra pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement :

- 70 dB(A) pour la période de jour,
- 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

49. Dans le cas où le bruit particulier des installations est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement des installations dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

50. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

51. Les mesures de bruit seront effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susmentionné.

52. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier devront être conformes à un type homologué.

53. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE VII - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

54. Les installations électriques devront être conformes aux spécifications en vigueur. Elles seront entretenues en bon état, et vérifiées au moins une fois par an. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

55. Un interrupteur général permettant de couper le courant électrique, bien signalé, sera installé à proximité d'une sortie des bâtiments.

56. Dans les locaux ou emplacements pouvant présenter une atmosphère explosive, l'équipement électrique sera conforme à la réglementation en vigueur. En outre, elle sera entretenue par un personnel qualifié. Les adjonctions, modifications ou réparations ne devront pas modifier les installations par rapport aux normes de référence.

57. Les zones éclairées artificiellement ne pourront être équipées que d'un éclairage électrique ; les appareils d'éclairage fixe ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou seront protégés contre les chocs ; ils seront en toute circonstance éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

TITRE VIII - INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

58. Les installations soumises à déclaration mentionnées à la condition 1 du présent arrêté devront être aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales des arrêtés types correspondants, tant qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

TITRE IX - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Recours non contentieux :

Dans le délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex ;
- soit un recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, 20, avenue de Ségur - 75302 PARIS 07SP.

Recours contentieux

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles, 56, avenue de St Cloud - 78 011 VERSAILLES Cedex.

Par les tiers, (...), un recours peut être effectué dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation (Article L. 514-6 – I - 2°).

TITRE X

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de LA GARENNE-COLOMBES et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté sera affiché :

- d'une part, à la Mairie de LA GARENNE-COLOMBES, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois,

- d'autre part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la Société PSA PEUGEOT CITROËN.

Un avis sera inséré par les soins des services préfectoraux et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux.

Un extrait sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

TITRE XI

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

M. le Maire de LA GARENNE-COLOMBES,

M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,

M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 17 mars 2008

Le Préfet,

*Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,*

Signé Philippe CHAIX